



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix huit le 27 mars, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 21 mars 2018, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. CASTETS, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, M. BODIN, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme LUCKHAUS, M. GABARD, Mme HOLGADO, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. CARREAU à M. BALDES, M. GEDON à M. ELIAS, M. INOCENCIO à Mme MERCHADOU, Mme QUERAL à M. BODIN

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme HOLGADO est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 23

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

1 – STATUTS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE BLAYE - MODIFICATION

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Par délibération 19 septembre 2017, le conseil municipal a approuvé la modification des statuts de la Communauté de Communes de Blaye (CCB).

Par délibération du 7 février 2018, la CCB a procédé à une réactualisation de ses statuts suite à la demande de M. le Préfet, qui souhaite que la compétence GEMAPI soit rédigée en reprenant littéralement l'article L211-7 du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article L 5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsque l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale délibère sur la modification statutaire, le conseil municipal de chacune des communes membres dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer. Au-delà, sa décision est réputée favorable.

Cette modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement.

Il est demandé au conseil municipal :

- D'approuver la modification des statuts de la CCB ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette délibération.

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 30/03/18

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20180327-54507-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

